



Termes de référence

Evaluation externe finale

Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie avec et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes

2021 - 2023

INFORMATIONS GENERALES

Calendrier :

	Dates
Dates limites de demande d'informations complémentaires	20 février 2023
Date limite de soumission des offres	28 février 2023
Notification de l'attribution	31 mars 2023
Date indicative réunion de démarrage - cadrage	Entre le 10 et le 30 avril 2023

Pays : Haïti et Salvador

Budget total de l'action : 1 081 197 euros

Contribution financière de l'AFD : 500 000 euros, soit à hauteur de 46%.

L'offre budgétaire proposée par l'évaluateur-trice ne devra pas excéder 21 000 euros

La date limite pour la réception par Habitat-Cité et CRAterre des offres techniques et financières est le 28 février 2023.

Merci de les adresser (par mail uniquement) à :

Nadège QUINTALLET, Responsable solidarité internationale Habitat-Cité :

nadege.quintallet@habitat-cite.org

Carolyn GARCIA, Responsable CRAterre :

c.garcia@craterre.org

avec la mention en objet « Evaluation projet AFD »

LE CADRE DE L'ÉVALUATION

I. Présentation générale du Programme à évaluer

1. Présentation

Le projet porté par Habitat-Cité, CRAterre, OJUCAH, ATECO, FUNDASAL et le réseau MesoAmerica-Kaab entend participer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités de genre, à travers l'amélioration de l'habitat et des conditions de vie de familles en situation précaire dans des zones rurales au Salvador et en Haïti. Il vise à renforcer les capacités des partenaires locaux, à améliorer les compétences des artisan-e-s du bâtiment, à former des habitant-e-s, à consolider un réseau d'expert-e-s et à promouvoir des échanges de bonnes pratiques. Les organisations partenaires souhaitent s'appuyer sur des expériences locales afin d'enrichir des échanges de pratique au niveau national et régional. Elles ont des compétences dans la gestion et la mise en œuvre de programmes d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie ayant un faible impact sur l'environnement, en termes d'identification des savoirs locaux dans l'habitat, de formation technique et de promotion de construction en matériaux locaux. Elles travaillent ensemble depuis 2017 sur des projets d'amélioration de l'habitat impactant positivement les questions liées au genre.

2. Le contexte et les enjeux du projet

- A. Contexte dans lequel s'inscrit le projet, diagnostic et enjeux précis auxquels le projet souhaite répondre

Le Salvador et Haïti font partie des pays les plus pauvres du continent américain avec des indices de développement humain atteignant respectivement 0.66 et 0.50 en 2018 (PNUD 2019). De plus, ces deux pays sont particulièrement exposés aux catastrophes naturelles. Nous relevons en particulier les tempêtes et ouragans (Mitch en 1998, Sandy en 2012, Matthew en 2016, Amanda et Cristobal en 2020, Laura en août 2020) et les séismes et les glissements de terrain (en 2001 au Salvador, en 2010 et 2021 en Haïti). Ces deux pays sont aussi régulièrement traversés par des tempêtes saisonnières causant des dégâts importants entraînant la détérioration des logements et des infrastructures et la destruction des cultures vivrières. Lors de catastrophes, l'environnement bâti, comprenant l'habitat mais également les divers lieux permettant d'avoir accès aux produits de subsistance, est un secteur largement impacté. Outre les destructions des habitats, on observe une augmentation de la spéculation sur les terres arables, une accélération du phénomène de leur dégradation, une détérioration et un accès plus difficile à l'eau et au bois pour la cuisson et la construction. Pendant la phase de relèvement et de reconstruction post-catastrophe, la proportion de familles affectées qui bénéficient directement de l'aide nationale et internationale n'atteint que rarement plus de 20 %. La majorité des ménages affectés reconstruisent leurs maisons en s'appuyant sur leurs propres ressources. Mettre en valeur et renforcer les capacités endogènes de résilience, d'adaptation et d'évolution est nécessaire pour faciliter la prévention et la reconstruction de l'environnement bâti dans son ensemble.

Les sociétés de ces deux pays sont très inégalitaires comme le montrent les indices d'inégalité homme/femme : Salvador 0.397 (124ème) et Haïti 0.620 (169ème) PNUD 2018 (Rapport 2019). Les femmes, notamment les cheffes de foyer, sont particulièrement touchées par la pauvreté et les

catastrophes et elles font face à de nombreuses difficultés : elles élèvent seules leurs enfants, elles ont des difficultés à trouver un emploi et ont un accès restreint à la propriété. Les deux pays ont connu très récemment des événements marquants, qui ont notamment eu une influence sur la réalisation des actions prévues dans la phase 1 du projet (2018-2020) et qui ont amené les partenaires à modifier, en partie, leur stratégie d'intervention. Au-delà des effets directs de la Covid-19 dans les deux pays, ce sont les conséquences des mesures de confinement qui ont eu un impact dramatique sur la situation économique des ménages pauvres. En Haïti, les chiffres officiels de cas rapportés sont bien en deçà de la réalité et cette crise sanitaire est survenue dans un contexte de forte crise politique et sociale. L'inflation, puis l'augmentation en parallèle des prix des denrées de base accroît la pression sur une population déjà très vulnérable. Au Salvador, la population a été soumise à un confinement très strict et de nombreuses familles ont subi de plein fouet une crise alimentaire, accentuée par les conséquences des tempêtes tropicales de juin 2020.

✓ Diagnostic et enjeux politiques et institutionnels (nationaux et/ou locaux)

Au Salvador et en Haïti, les cultures constructives locales sont peu valorisées et reconnues par les standards nationaux alors qu'elles constituent pour une grande majorité d'habitantes et d'habitants une réponse adaptée aux risques naturels et socio-économiques. Un des enjeux est de pouvoir identifier et étudier ces techniques de construction locales para-sinistres et adaptées aux capacités et ressources locales afin de pouvoir à terme les valoriser à différentes échelles, localement dans les communautés, nationalement dans les centres de formation professionnelle et dans les standards techniques, régionalement pour nourrir, renforcer et mutualiser les bonnes pratiques.

✓ Diagnostic et enjeux sociaux, culturels et/ou économiques

La grande majorité des communautés locales exposées aux risques majeurs construisent ou reconstruisent après un désastre leur habitat sans aide extérieure et avec des moyens très limités. Les techniques de construction choisies sont adaptées aux ressources et aux capacités locales et sont le fruit d'un savoir-faire local développé depuis très longtemps, nourrie par les précédentes catastrophes. La pertinence de ces savoirs est aujourd'hui peu mise en valeur et exploitée car ces savoirs ne sont pas documentés, non caractérisés et donc mal valorisés par les médias et les politiques. Toutefois, elles restent une solution économique, sociale, environnementale et technique très pertinente. Un des enjeux majeurs est d'améliorer l'accès à un habitat résilient et digne dans les communautés locales en proposant des réponses basées sur l'existant, les capacités et ressources locales, ceci dans une vision d'impact à court, moyen et long terme. Compte tenu de sa vulnérabilité aux aléas naturels et de l'impact des catastrophes naturelles, la population s'appauvrit et les besoins en matière d'amélioration de son habitat sont importants. Le projet contribue à répondre à la mise en place d'un environnement favorable au développement de solutions d'habitats éco-responsables, résilients et en lien avec les ressources matérielles et humaines locales dont disposent les populations des zones d'intervention. Dans la quête de solutions d'amélioration de l'habitat populaire, la filière TCLA et sa chaîne de valeurs sont des réponses pertinentes, capables de contribuer à la production d'habitats résilients et économiquement accessibles. De plus, cette action met en exergue le nécessaire pont à établir entre les TCLA, la préservation de l'environnement et l'agroécologie dans une logique de réseau d'acteurs complémentaires et de filières de production. Il s'agit également de valoriser les compétences locales et les bonnes pratiques, en favorisant la mise en réseau et les échanges à différentes échelles (locale, nationale, régionale).

En Haïti, les habitant-e-s des zones rurales du Sud-Est du pays vivent en grande majorité grâce à une économie de subsistance, à l'agriculture, à l'élevage et à des emplois informels (artisanat, marché, tâches ménagères). La population n'a que très peu de moyens pour entretenir son habitat qui se dégrade de plus en plus avec la succession des ouragans et des tempêtes. Ces zones souffrent également d'un manque d'infrastructures communautaires. Les habitant-e-s n'ont pas accès aux soins et un grand nombre d'enfant est déscolarisé. Chaque année, une grande quantité de personnes quitte les zones rurales pour s'installer dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ou dans les principales villes de chaque département déjà surpeuplées.

Au Salvador, la communauté El Potrerillo a été victime en 2015 d'une série de tremblements de terre qui a endommagé les habitats existants. El Potrerillo est une communauté reculée et se situe dans une zone montagneuse. Traditionnellement les maisons sont construites en terre crue par les habitants selon différentes techniques constructives (par exemple avec des briques de terre crue ou en *bahareque* - technique proche du torchis). Les pratiques constructives habituelles n'intègrent pas (ou plus) les détails constructifs qui seraient nécessaires à la durabilité des maisons face aux catastrophes naturelles. La communauté souffre actuellement d'un déficit de logements dignes, tant sur le plan qualitatif que quantitatif ; certaines maisons sont encore habitées bien que dangereuses pour leurs occupants et certaines familles sont hébergées chez leurs proches faute d'un logement sûr.

Dans un autre contexte, au Salvador, la communauté Cuna de la Paz, municipalité de La Palma dans le département de Chalatenango est composée de deux coopératives d'habitat, ACOVICUPA créée en 2005, et ACOVIAMET créée en 2008. Une partie des membres de ces coopératives avait été expulsée de leurs maisons durant le conflit armé (1979-1992) et s'était réfugiée au Honduras. Certains d'entre eux sont revenus là où ils avaient vécu et vivent à l'heure actuelle dans des conditions précaires et d'extrême pauvreté. Les coopératives sont devenues propriétaires d'un terrain (Cuna de la Paz) grâce à un crédit octroyé par FUNDASAL. Depuis novembre 2019, un programme soutenu par la Fondation Abbé Pierre, permet à Habitat-Cité et FUNDASAL d'accompagner les coopératives dans la création du quartier et la construction de maisons en adobe renforcé pour 62 familles (prévu sur trois programmes triennaux, à partir de novembre 2019). Cinq maisons ont été construites (dont 3 cofinancées par les Nations Unies - ACNUR) en 2019 et 2020. L'enjeu est d'accompagner les coopératives dans la concrétisation d'un quartier qui reflètera l'engagement des familles à vivre en communauté et à s'entraider. Les familles des deux coopératives de logement vivent en partie du commerce informel qu'apporte l'activité touristique dans la municipalité de La Palma et de la vente de fruits transformés. Elles ont majoritairement à leur tête des femmes cheffes de famille.

✓ Diagnostic et enjeux partenariaux

Habitat-Cité et CRAterre travaillent ensemble depuis 2011, avec une première expérience au Nicaragua, puis en Haïti depuis 2017 et au Salvador depuis 2018. Le soutien de la Fondation Abbé Pierre a permis à Habitat-Cité de bénéficier de missions d'expertise sur les projets que l'organisation mène avec des organisations partenaires locales. Cette nouvelle étape de projet sous la forme d'un consortium permettra aux deux organisations d'aller plus loin dans une dynamique de travail partagée et d'articuler les actions de terrain auprès des communautés avec un plaidoyer sur la prise en compte des dynamiques locales de construction de l'habitat. Au Salvador, **FUNDASAL** jouit d'une grande expérience et reconnaissance dans le secteur de l'habitat social. A travers plusieurs projets d'accès à un habitat digne, et en partenariat avec des organisations internationales, FUNDASAL a notamment permis de développer, valider scientifiquement et standardiser une technique de construction en terre

basée sur des techniques locales, la maçonnerie en *adobe renforcé*, mise en œuvre dans de nombreuses régions du pays. Dans la continuité de ce processus, il s'agit aujourd'hui de soutenir FUNDASAL dans une démarche de valorisation d'autres techniques de construction très présentes dans le pays et qui pourraient être tout aussi pertinentes. En Haïti, **OJUCAH** est reconnue par les habitant-e-s du territoire et par les municipalités. L'organisation a réalisé des actions dans les domaines suivants : agriculture, élevage, eau potable, santé, éducation et formation, habitat, environnement et reforestation. Habitat-Cité accompagne OJUCAH depuis 2017 pour la mise en place d'actions de réhabilitation de l'habitat local traditionnel et la transformation d'abris d'urgence en habitats durables et dignes. La mise en place de ces actions a engendré la création de postes salariés et bénévoles indemnisé-e-s. Habitat-Cité et OJUCAH travaillent d'un commun accord au renforcement des compétences des membres de l'organisation dans les domaines de l'habitat, de la lutte contre les inégalités de genre, de l'agriculture biologique et de la permaculture d'une part et au renforcement de l'organisation d'autre part. En Haïti, l'Association des Techniciens pour la Construction - **ATECO** - est une association basée à Jacmel et œuvrant à l'échelle régionale et nationale. Les secteurs d'activité d'ATECO sont la construction para-sinistres, la formation (notamment au sein de son propre centre de formation à Jacmel) et la sensibilisation du grand public aux bonnes pratiques de construction. ATECO a bâti une excellente compétence dans l'accompagnement technique et la formation de bòn maçons et charpentiers pour le compte d'organisations internationales qui ont mis en œuvre des projets de reconstruction dans le Sud-Est (Habitat-Cité/OJUCAH dans le cadre du projet APH), dans le Sud (Coopération Suisse aux Cayes, Port Salut,...), dans la Grande Anse (OIM à Jérémie). Dans le cadre de cette nouvelle phase, ATECO devient partenaire du projet, apportant au consortium son expérience technique et sa reconnaissance à l'échelle nationale. A travers ce partenariat, il s'agit de tisser des liens durables entre le milieu rural et le secteur de la construction, à travers le développement de filières de matériaux écoresponsables. **Le réseau MAK** en Amérique centrale a pour vocation de mettre en lien les organisations qui travaillent autour des questions de l'amélioration de l'habitat, de la prise en compte des ressources locales et de la prise en compte des inégalités de genre. FUNDASAL est membre du réseau MAK. Le réseau MAK sera représenté dans cette phase 2 par une autre organisation salvadorienne, l'organisation Caritas Santa Ana. Ceci permettra aux organisations partenaires de bien différencier les objectifs de l'organisation FUNDASAL des objectifs du réseau MAK.

✓ Diagnostic et enjeux de genre

Un enjeu important est d'établir et reconnaître la construction de l'habitat comme espace physique et social où se jouent des inégalités et discriminations de genre d'ordre matériel et structurel et donc de l'imaginer comme support pouvant participer à une possible évolution vers une société plus égalitaire. Au Salvador et en Haïti, le diagnostic des dynamiques de l'habitat local avec une perspective de genre cherche à montrer ce lien entre genre et habitat à une échelle intra-familiale et communautaire en faisant ressortir les différences de perception et de vécu des membres d'une même famille ou des membres d'une même communauté selon leur genre, âge, position familiale/communautaire et éventuel handicap ou état de santé. Un autre enjeu est de devenir plus conscient de tous les niveaux où se jouent des inégalités de genre dans les communautés avec lesquelles les partenaires travaillent. En Haïti, un diagnostic spécifique genre sera réalisé de façon à mettre en lumière les forces et faiblesses existantes sur cette thématique. Il se mettra en place dans les communes de La Vallée de Jacmel et de Bainet et sera construit et mis en œuvre avec OJUCAH, les femmes identifiées comme

femmes expertes, et les habitant-e-s. Le processus et les résultats du diagnostic feront l'objet de restitutions à différents moments du projet auprès des institutions locales et des partenaires. Ce diagnostic permettra d'affiner la méthodologie et les activités de sensibilisation et de formation qui seront mises en œuvre pendant la phase 2, comme il permettra d'anticiper la méthodologie et les activités à mettre en œuvre lors de la phase 3. Le processus de mise en œuvre et les résultats seront partagés avec les autres partenaires et notamment avec FUNDASAL.

B. Les modifications du projet liées au contexte

Le projet n'a pas été trop impacté pour le moment par les évolutions des contextes en Haïti et au Salvador, toutefois, les partenaires sont vigilants sur cette question puisque les contextes des deux pays sont marqués par des événements politiques et sociaux forts.

En Haïti, le contexte politique, social et sécuritaire est particulièrement instable et ne cesse de s'aggraver. Alors que l'enquête sur l'assassinat du président Jovenel Moïse semble stagner pour des raisons (géo-) politiques, l'ex-premier ministre Ariel Henry a depuis lors pris le rôle de chef de l'État. Les mandats des différents organes de représentation (assemblée, sénat) continuent d'expirer et Ariel Henry gouverne chaque jour plus seul. Le 7 février 2022, date officielle de la fin du mandat présidentiel de Jovenel Moïse, aurait été l'opportunité pour Ariel Henry de présenter une planification d'élections présidentielles. Cette gouvernance semble être partie pour durer malgré les revendications et dénonciations de la société civile regroupée en différents collectifs qui démontrent un engagement intéressant d'une partie des haïtien-ne-s des classes moyennes et élevées.

En plus des effets néfastes qu'elle génère sur l'économie, cette situation politique n'assure plus au pays la sécurité et la justice pour ses habitant-e-s. La criminalité a explosé et les gangs mafieux sont maintenant au cœur de la société haïtienne et bénéficient d'une impunité totale. Plusieurs zones, dans et autour de Port-au-Prince, sont totalement contrôlées par les gangs, coupant complètement les voies de circulation selon leur volonté. En fonction de la volonté des groupes armés, des régions du pays sont régulièrement coupées de la capitale et vivent ainsi d'énormes pénuries. Les kidnappings sont redevenus courants et touchent toute la population. Selon le CARDH (Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme), du 1er janvier au 15 décembre 2021, 949 raptos ont été recensés (dont 55 ressortissants étrangers de cinq pays) contre 796 en 2020. Haïti est devenu le pays ayant le taux le plus élevé de kidnapping par habitant.

Sur le territoire où interviennent les partenaires dans les localités rurales des communes de la Vallée de Jacmel et Baintet, la situation est restée notablement stable. Les effets sur l'économie locale (pénurie et augmentation du coût des denrées et du carburant, baisse des capacités de vente vers Port-au-Prince) sont terribles pour les habitant-e-s mais la criminalité ne semble pas augmenter. Certains membres de groupes armés cachés dans ces territoires ont été découverts et "chassés" par les habitant-e-s eux-mêmes.

Les actions menées dans le cadre du projet se basent majoritairement sur des ressources (humaines et matérielles) locales, ce qui a permis de les poursuivre dans leur quasi-totalité. Des coûts ont augmenté, notamment le carburant et les matériaux importés tels que le ciment, et des achats à Port-au-Prince ont été reportés. Les banques ont aussi eu plusieurs périodes de pénuries de liquidités partielles et totales.

Au Salvador, les classes les moins aisées continuent de traverser une période difficile, due à la combinaison de multiples facteurs tels que la stricte mise en quarantaine de 2020 (lutte contre la Covid-19) et l'aggravation des niveaux de pauvreté, la perte des moyens de subsistance et l'adoption par le gouvernement de mesures qui limitent la participation des citoyennes et des citoyens. Selon diverses sources internationales, 80% des ménages du pays n'ont pas accès à un logement (données d'Habitat for Humanity International), 70% de la population n'a pas accès à l'eau potable, 90% des masses d'eau de surface sont polluées et donc impropres à la consommation. Ces problèmes touchent principalement les familles pauvres, dont le revenu mensuel a été considérablement réduit, familles pour lesquelles la migration vers le nord du continent américain constitue souvent l'unique perspective.

Des élections législatives ont eu lieu le 28 février 2021, octroyant au président Nayib Bukele une forte consolidation de son pouvoir. L'organisation FUNDASAL a fait part de ses inquiétudes aux partenaires quant aux dérives politiques de l'actuel président. Un état d'exception est en cours depuis quatre mois et ce sont près de 50 000 personnes, hommes et femmes, qui ont été arrêtées dans le cadre d'une "guerre contre les gangs", sans preuve de culpabilité ou non. La plupart des personnes capturées sont d'origines très modestes. Les morts reportées au sein des prisons laissent entendre qu'il y a des actes de torture qui sont commis. L'ensemble des pouvoirs, législatifs, exécutifs et judiciaires, agissent d'une seule et même voix, il n'y a pas de recours possible pour la population.

Les contextes politiques actuels en Haïti et au Salvador n'empêchent pas la mise en œuvre des activités pour le moment. Même si la situation sécuritaire en Haïti oblige les partenaires locaux à rester très vigilants au moment de réaliser des déplacements dans le pays et de planifier ou reporter un événement d'échanges de pratiques.

En Haïti, le contexte sécuritaire rend très difficile la réalisation de missions des partenaires internationaux Habitat Cité et CRAterre. Les missions de suivi sur le terrain sont finalement trop peu nombreuses.

Les difficultés liées aux contextes politiques et sociaux en Haïti et au Salvador ont pris le pas sur la préoccupation des personnes quant à la pandémie de Covid, même si celle-ci est toujours présente. En Haïti beaucoup de cas de fièvres ont été rapportés chez les habitant-e-s et dans les équipes partenaires, cependant ces personnes, comme la majorité de la population, n'ont pas accès aux tests.

3. Groupes cibles et bénéficiaires de l'action

Bénéficiaires direct-es : Au Salvador : les organisations locales FUNDASAL et Caritas Santa Ana (représentante du réseau MesoAmeri-Kaab) ; l'Association de Développement Communautaire de El Potrerillo et 104 habitant-e-s (Municipalité d'Alegría) ; 310 habitant-e-s dans le quartier Cuna de la Paz (Municipalité de La Palma). En Haïti : 2 organisations locales : OJUCAH et ATECO ; 60 artisan-e-s du bâtiment dans les communes de La Vallée de Jacmel et Bainet et aux alentours et 450 habitant-e-s

Bénéficiaires indirect-es : Au Salvador : 335 habitant-e-s à El Potrerillo (67 familles). 7 039 habitant-e-s dans les communautés voisines de Cuna de la Paz. En MésOAmérique : le réseau MesoAmeri-Kaab. En Haïti : 1 881 habitant-e-s à La Vallée de Jacmel, 6567 habitant-e-s à Bainet. Organisations du réseau national TCLA : ACAPE (Cayes), ATPROCOM (Port-au-Prince), réseau

de la PADED ; environ 150 membres des organisations et acteurs du réseau TCLA. Domaine institutionnel de la formation professionnelle en Haïti : l'INFP, ses partenaires et les centres agréés

II. Description du programme

1. Résumé du projet

Le projet porté par Habitat-Cité, CRAterre, OJUCAH, ATECO, FUNDASAL et le réseau MesoAmeri-Kaab, a pour objectif général la lutte contre la pauvreté, à travers l'amélioration de l'habitat et des conditions de vie de familles en situation précaire dans des zones rurales au Salvador et en Haïti fortement touchées par la pauvreté, les catastrophes naturelles et plus récemment par la pandémie de la Covid-19. Il porte une attention particulière aux discriminations liées au genre, et vise à renforcer les capacités des partenaires locaux, à améliorer les compétences des artisan-e-s du bâtiment, à former des habitant-e-s, à consolider un réseau d'expert-e-s et à promouvoir des échanges de bonnes pratiques. Les partenaires s'appuient sur des expériences locales afin d'enrichir des échanges de pratique au niveau national et régional. Ils ont des compétences dans la gestion et la mise en œuvre de programmes d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie ayant un faible impact sur l'environnement, dans la mise en œuvre d'actions en lien avec l'agro écologie, en termes d'identification des savoirs locaux dans l'habitat, de formation technique et de promotion de construction en matériaux locaux. Ils travaillent ensemble depuis 2017 sur des projets d'amélioration de l'habitat ayant un impact positif sur les questions liées au genre.

2. Les objectifs, résultats attendus et activités prévues

Objectif global : Améliorer l'habitat et contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités de genre

Objectif spécifique 1 : Accompagner l'amélioration de l'habitat et des lieux de vie et contribuer aux changements sociaux

R1– Les partenaires, actrices et acteurs du projet ont une meilleure compréhension des défis auxquels sont confrontées les familles et plus particulièrement les femmes et ont amélioré leurs compétences dans la prise en compte des inégalités de genre

En Haïti :

Réalisation d'un diagnostic genre dans les localités de Lavial / Denard / Brésilienne ; bénéficiaires direct-e-s : Équipe OJUCAH et ATECO (8 personnes), 3 femmes expertes, entre 40 et 45 artisan-e-s, délégués OJUCAH (entre 10 et 15 personnes), habitant-e-s (entre 80 et 100 personnes dont plus de 50% de femmes) ; bénéficiaires indirect-e-s : les habitants de La Vallée de Jacmel et Bainet et les organisations partenaires ; durée : diagnostic itératif avec une préparation et première application sur 3 mois
Indicateurs de résultat : un plan de travail avec les différentes étapes et composantes d'un diagnostic genre est réalisé ; un diagnostic genre est réalisé ; le processus et les résultats sont partagés au niveau local et dans les échanges de pratiques avec les partenaires du projet

Formations / sensibilisation sur les discriminations et inégalités de genre à plusieurs niveaux - (Par exemple : activités menées avec Repanse Pouwva (Klub Tifi - couples modèles - nouvelles masculinités) ; Communautaire : action menée par les organisations locales de base, travailler avec des comités locaux de réduction des risques) ;

bénéficiaires direct-e-s : plusieurs groupes d'habitant-e-s des communautés de Lavial, Denard et Brésilienne (au moins 4 groupes entre 10 et 40 personnes par groupe), bénéficiaires indirect-e-s : les habitants de La Vallée de Jacmel et Baint durée : en continu et ponctuellement sur toute la durée du projet en fonction des conclusions du diagnostic genre

Indicateurs de résultat : des activités spécifiques genre ont été réalisées à partir des résultats du diagnostic genre. Entre 60 et 100 habitant-e-s ont participé aux activités.

Au Salvador :

Promotion et facilitation de la participation de jeunes et d'adultes dans des espaces locaux et nationaux qui travaillent sur les thématiques de l'équité de genre et de l'égalité des chances ; bénéficiaires direct-e-s : groupes d'habitant-e-s de El Potrerillo, entre 15 et 20 personnes, bénéficiaires indirect-e-s : communauté El Potrerillo, durée : 24 mois toutes étapes confondues
Indicateurs de résultat : des actions ont été mises en œuvre par la communauté et par les familles pour renforcer la participation des femmes.

Processus de sensibilisation pour les relations équitables de genre : famille, enfants, femmes, hommes, jeunes, organisations communautaires ; bénéficiaires direct-e-s : groupes d'habitants de El Potrerillo, composés au total de 10 hommes et 10 femmes, bénéficiaires indirect-e-s : communauté El Potrerillo, durée : 14 mois toutes étapes confondues
Indicateurs de résultat : les participant-e-s se sont appropriés les connaissances.

Indicateurs de suivi : en Haïti, des activités spécifiques genre sont définies d'après les conclusions du diagnostic genre ; au Salvador, des jeunes et des adultes, femmes et hommes, participent à des discussions dans des espaces de réflexion dédiés aux thématiques en lien avec les inégalités de genre. Les tâches communautaires commencent à être équitablement réparties entre les hommes et les femmes

Indicateurs de résultat : des activités spécifiques genre ont été réalisées à partir des résultats du diagnostic genre, entre 60 et 100 habitant-e-s ont participé aux activités en Haïti ; 40 habitant-e-s ont participé aux activités et espaces de réflexion au Salvador, des tâches communautaires identifiées sont réparties d'une manière plus équitable entre les hommes et les femmes.

R2 – Les partenaires ont une meilleure compréhension des dynamiques de production de l'habitat local et savent tirer profit des Cultures Constructives Locales pour maintenir et améliorer l'existant
En Haïti :

Capitalisation et analyse qualitative de l'expérience acquise des diagnostics territoriaux (des dynamiques locales de production de l'habitat) ; bénéficiaires direct-e-s : équipe d'OJUCAH (5 personnes), 3 femmes expertes, les bès (entre 40 et 45 personnes), équipe d'ATECO (3 personnes), les délégués d'OJUCAH (entre 10 et 15 personnes), habitant-e-s (10 femmes), bénéficiaires indirect-e-s : les organisations partenaires ; durée : 9 mois

Indicateurs de résultat : les résultats de l'analyse des diagnostics de l'habitat local déjà réalisés sont disponibles ; les résultats des évaluations des partenaires et des artisan-e-s pour la mise en œuvre de diagnostics de l'habitat local sont disponibles ; des outils d'aide à la décision sont formalisés.

Réalisation de diagnostics territoriaux participatifs (des dynamiques locales de production de l'habitat avec une perspective genre d'une part et pour l'identification et le choix des interventions d'autre part) ; bénéficiaires direct-e-s : équipe d'OJUCAH (5 personnes), 3 femmes expertes, les bès (entre 40 et 45 personnes), équipe d'ATECO (3 personnes), les délégué-e-s d'OJUCAH (entre 10 et 15 personnes), habitant-e-s (10 femmes), les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint et des alentours, bénéficiaires indirect-e-s : les mairies de La Vallée de Jacmel et Baint durée : 2 mois à 3 reprises, 6 mois

Indicateurs de résultat : les résultats et synthèses des diagnostics réalisés sont disponibles.

Au Salvador :

Réalisation d'un diagnostic participatif des dynamiques locales de production de l'habitat avec une perspective de genre à El Potrerillo ; bénéficiaires direct-e-s : équipe de Caritas El Salvador (Santa Ana, San Miguel) et FUNDASAL, familles de El Potrerillo, bénéficiaires indirect-e-s : organisations du réseau MAK ; durée : 9 mois (toutes phases confondues)

Indicateurs de résultat : les résultats et synthèses du diagnostic réalisé sont disponibles.

Développement de prototypes basé sur les résultats du diagnostic des dynamiques locales de production de l'habitat avec une perspective genre ; bénéficiaires direct-e-s : FUNDASAL bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de El Potrerillo ; durée : 4 mois
Indicateurs de résultat : une synthèse des paramètres à prendre en compte est disponible.

Indicateurs de suivi : les partenaires réalisent des diagnostics des dynamiques de production locale de l'habitat avec une perspective genre et sont accompagnés pour les analyser.

Indicateurs de résultat : des diagnostics des dynamiques de production locale de l'habitat avec une perspective genre ont été réalisés dans les territoires et les partenaires savent les analyser pour définir des interventions.

R3 - Les compétences des habitant-e-s et artisan-e-s sont renforcées, le cadre de vie et l'habitat des territoires d'intervention sont améliorés

En Haïti :

Renforcement et diversification des compétences des artisan-e-s locaux : formation complémentaire en maçonnerie chaînée et en réparation d'habitat existant pour au moins 40 artisans de La Vallée, stages sur chantier école TCLA à La Vallée pour au moins 20 apprenants inscrits au Centre Professionnel ATECO (Jacmel) bénéficiaires direct-e-s : 60 artisan-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint et des alentours, bénéficiaires indirect-e-s : les familles de La Vallée de Jacmel et Baint et des alentours ; durée : 33 mois (en continu)

Indicateurs de résultat : des contenus et outils pédagogiques sont disponibles, des évaluations des compétences sont réalisées.

Construction / Aménagement d'espaces communautaires (prototypes d'amélioration de l'habitat) ; bénéficiaires direct-e-s/ mis en œuvre avec : 4 groupes d'habitant-e-s de Lavial, Denard et Brésilienne (entre 8 et 30 personnes par groupe à chaque fois), 7 femmes expertes, 6 membres de l'équipe d'OJUCAH, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 28 mois (en continu)

Indicateurs de résultats : des ateliers pour l'identification des besoins et la conception participative avec les habitant-e-s sont réalisés - 4 nouveaux aménagements publics communautaires sont réalisés (latrines, lavoirs, etc.).

Aménagement / amélioration de l'espace de vie familial (cuisinières, etc.) ; bénéficiaires direct-e-s : au moins 20 familles des zones de Denard, Lavial et Brésilienne, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 18 mois (en continu)

Indicateurs de résultat : des ateliers pour l'identification des besoins et la conception participative avec les habitant-e-s sont réalisés ; au moins 3 prototypes d'aménagements pour améliorer la vie dans l'espace familial sont réalisés ; au moins 20 familles sont accompagnées pour adapter des modèles et les reproduire.

Amélioration de l'habitat existant (57 maisons) (Travaux de réparation et d'amélioration de l'habitat, après diagnostic et choix techniques en concertation avec les bénéficiaires); bénéficiaires direct-e-s/ mis en œuvre avec : 57 Familles, 45 artisan-e-s, 10 membre de l'équipe d'OJUCAH, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : en continu

Indicateurs de résultat : 57 familles voient leur habitat amélioré avec l'appui des artisan-e-s formé-e-s ; des évaluations des compétences sont réalisées.

Soutenir le développement d'une mutuelle de solidarité gérée par les groupements d'artisan-e-s du bâtiment et explorer des synergies et expériences d'autres acteurs nationaux ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : 20 membres de l'équipe d'OJUCAH, 45 artisan-e-s, quelques habitant-e-s, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : en continu

Indicateurs de résultat : le fonctionnement de la mutuelle de solidarité a permis à ses membres d'épargner.

Etude de faisabilité pour la mise en place d'une coopérative de construction à partir de la mutuelle de solidarité existante ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : 20 membres de l'équipe d'OJUCAH, 45 artisan-e-s, quelques habitant-e-s, bénéficiaires indirect-e-s: les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 18 mois
Indicateurs de résultat : La faisabilité de la mise en place d'une coopérative de construction est analysée.

Réflexions sur le fonctionnement et pérennité économique des écoles locales communautaires avec les directions, les professeur-e-s, OJUCAH et les familles afin de baisser les coûts de scolarisation et favoriser la scolarisation des enfants / octroi de bourses scolaires (via les écoles) durant la transition / fonds de démarrage d'activités pour la pérennité ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : équipe de 8 membres OJUCAH, 3 écoles communautaires (direction, professeur-e-s) 15 personnes, habitant-e-s parents d'élèves (15 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 18 mois

Indicateurs de résultat : des solutions concrètes sont identifiées pour baisser le coût des frais de scolarité, pour que plus de parents puissent financer la scolarisation de leurs enfants, pour la pérennité des 3 écoles communautaires.

Activités de soutien scolaire après l'école (en suspend) (femmes mentor déjà formées / professeurs de la zone) ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : plusieurs groupes avec entre 10 et 20 enfants par groupe, pôle genre et formation d'OJUCAH (4 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 28 mois
Indicateurs de résultat : OJUCAH a une meilleure compréhension des difficultés des familles ; les cas de violences multiples sont mieux détectés ; les résultats scolaires des enfants sont améliorés.

Cours d'alphabétisation et soutien linguistique (annulé) (dont des cours de français organisés par l'Alliance Française de Jacmel à La Vallée de Jacmel) ; bénéficiaires direct-e-s : plusieurs groupes de 20 personnes, pôle genre et formation d'OJUCAH (4 personnes), professeur-e-s externes, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 28 mois

Indicateurs de résultat : les participant-e-s ont un meilleur niveau oral et écrit du créole et du français. Une personne de l'Alliance Française de Jacmel a donné des cours à un groupe d'habitant-e-s de Lavial (La Vallée de Jacmel).

Au Salvador :

Poursuite des formations aux habitant-e-s et artisan-e-s de la communauté El Potrerillo en techniques constructives locales ; bénéficiaires direct-e-s : au moins 35 personnes de la communauté El Potrerillo (hommes et femmes, jeunes et adultes), bénéficiaires indirect-e-s : communauté El Potrerillo ; durée : 15 mois toutes phases confondues
Indicateurs de résultat : au moins 35 personnes sont formées aux techniques constructives locales (femmes et hommes, jeunes et adultes).

Construction de 33 maisons à Cuna de la Paz (adobe renforcé) ; bénéficiaires direct-e-s : 33 familles, bénéficiaires indirect-e-s/mis en oeuvre avec : les familles des coopératives ACOVIAMET et ACOVICUPA ; durée : en continu sur 3 ans

Indicateurs de résultat : 33 familles ont amélioré leurs conditions d'habitat.

Réalisation de 8 à 10 prototypes d'amélioration de l'habitat à El Potrerillo (résultat du diagnostic des dynamiques locales de production de l'habitat avec une perspective genre) ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : entre 8 et 10 femmes et leurs familles (amélioration de l'habitat, amélioration de l'espace cuisine, récupération d'eau de pluie, etc.), bénéficiaires indirect-e-s : communauté El Potrerillo ; durée : 18 mois toutes étapes confondues
Indicateurs de résultat : entre 8 et 10 femmes et leurs familles ont amélioré leurs habitat et/ou conditions de vie : amélioration de l'habitat, amélioration de la cuisine, zone humide, collecte des eaux de pluie.

Renforcement de l'organisation communautaire pour le développement de la communauté, la prévention et l'atténuation des risques ; bénéficiaires directs/mis en oeuvre avec : le comité Prévention des risques : 5 personnes (3 femmes et 2 hommes), ADESCO : 11 personnes (9 hommes et 2 femmes), assemblée : entre 20 et 30 personnes, bénéficiaires indirect-e-s : la communauté El Potrerillo ; durée : sur 13 mois toutes étapes confondues
Indicateurs de résultat : La communauté est renforcée pour la prévention et l'atténuation des risques.

Formation et sensibilisation en lien avec la production/gestion de déchets solides ; bénéficiaires direct-e-s : ADESCO : 11 personnes (9 hommes et 2 femmes) et assemblée générale : entre 20 et 30 personnes, bénéficiaires indirect-e-s : la communauté El Potrerillo ; durée : 6 mois

Indicateurs de résultat : la communauté a entamé un processus de formation au traitement/production de déchets solides (recyclage, compostage).

Appui économique pour la poursuite d'études secondaires et techniques de femmes de El Potrerillo ; bénéficiaires direct-e-s : 3 jeunes femmes de la communauté El Potrerillo, bénéficiaires indirect-e-s : la communauté El Potrerillo ; durée : processus de 26 mois

Indicateurs de résultat : au moins 3 jeunes femmes ont poursuivi leur parcours scolaire.

Cercles d'alphabétisation et de soutien scolaire pour des femmes, des hommes, jeunes et adultes ; bénéficiaires direct-e-s : 8 jeunes hommes et femmes qui enseigneront les processus, 10 personnes (enfants et jeunes) recevront un renforcement scolaire, bénéficiaires indirect-e-s ; durée : processus sur 32 mois

Indicateurs de résultat : 10 personnes (enfants et jeunes) ont un meilleur niveau scolaire.

Indicateurs de suivi : 60 artisan-e-s de La Vallée de Jacmel, Bainet et des alentours sont formés ou renforcent leurs compétences

Indicateurs de résultat : les compétences de 60 artisan-e-s sont améliorées en Haïti, 99 familles voient leur conditions d'habitat améliorées : 57 en Haïti, 33 à Cuna de la Paz et 9 à El Potrerillo.

R4 - Les compétences des partenaires locaux sont renforcées (OJUCAH / ATECO / FUNDASAL) En Haïti :

Accompagner OJUCAH dans l'évolution du modèle économique de l'organisation / pérennité de l'organisation ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : comité exécutif d'OJUCAH (environ 12 personnes), équipe projet (20 personnes), délégués (15 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : membres d'OJUCAH ; durée : en continu

Indicateurs de résultat : progression du nombre d'activités gérées et financées par OJUCAH sans Habitat-Cité ; un plan de modèle économique élaboré par OJUCAH est disponible.

Formation/Réflexion genre au sein d'OJUCAH et ATECO ; bénéficiaires directs/ mis en oeuvre avec : 1 expert-e externe, petit groupe au sein d'OJUCAH et ATECO (entre 2 et 3 personnes par organisation), bénéficiaires indirect-e-s : organisations OJUCAH et ATECO ; durée : ponctuellement pendant 33 mois

Indicateurs de résultat : des personnes sont référentes au sein d'OJUCAH et ATECO. Les inégalités de genre au sein des organisations sont rendues visibles et des stratégies pour les réduire ont été mises en place.

Continuité de l'accompagnement d'OJUCAH sur le renforcement organisationnel ; bénéficiaires direct-e-s : comité exécutif d'OJUCAH (12 personnes), équipe projet (20 personnes), délégués (15 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : OJUCAH ; durée : en continu
Indicateurs de résultat : OJUCAH a travaillé sur l'évolution de son modèle organisationnel et a produit des documents / OJUCAH a intégré l'utilisation de nouvelles procédures.

Au Salvador :

Formation de technicien-ne-s de FUNDASAL ; bénéficiaires direct-e-s : au moins 5 personnes de FUNDASAL, bénéficiaires indirect-e-s : FUNDASAL ; durée : ponctuellement pendant 3 ans

Indicateurs de résultat : au moins 5 technicien-ne-es de FUNDASAL ont acquis de nouvelles connaissances.

Indicateurs de suivi : des réunions sur l'évolution du modèle organisationnel et sur le modèle économique d'OJUCAH sont tenues, OJUCAH et ATECO réfléchissent à la thématique du genre au sein de leurs organisations

Indicateurs de résultat : l'évolution du modèle organisationnel d'OJUCAH est rendu visible et partagé par ses membres, OJUCAH a entamé une réflexion sur le modèle économique de l'organisation, les inégalités de genre au sein des organisations OJUCAH et ATECO sont rendues visibles et des stratégies pour les réduire sont mises en place.

Objectif spécifique 2 : Renforcer la souveraineté alimentaire et contribuer au développement d'activités économiques

R1 - Les habitant-e-s et en particuliers les femmes ont renforcé leurs compétences pour le développement d'activités agro écologiques et d'activités économiques familiales

En Haïti :

Accompagnement dans la reproduction de forêts comestibles / "jardins garde-manger"; bénéficiaires direct-e-s/mis en œuvre avec : au minimum 20 familles de Laval et Denard, 6 membres d'OJUCAH, bénéficiaires indirects : les familles de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 3 ans (en continu)

Indicateurs de résultat : les 2 prototypes de forêts comestibles gérés par l'équipe d'OJUCAH servent d'exemple pour les familles (journées portes ouvertes et formations), suivi de l'évolution de 20 forêts comestibles mises en place par les familles sur leurs terrains.

Identification d'opportunités en lien avec des Activités Génératrice de Revenus agricoles avec les habitant-e-s (analyser les expériences passées pourquoi elles ont fonctionné / pourquoi elles n'ont pas fonctionné ; identifier de nouvelles opportunités) ; bénéficiaires direct-e-s/mis en œuvre avec : groupes d'habitant-e-s de Laval, Denard et Brésilienne (entre 5 et 20 personnes par groupe), équipe d'OJUCAH (8 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 18 mois (en continu)

Indicateurs de résultat : tableau d'analyse des expériences passées et analyse des nouvelles opportunités.

Au Salvador :

Accompagnement pour la création de jardins potagers (familiaux et communautaires) ; bénéficiaires direct-e-s : 10 familles de la communauté El Potrerillo et 2 groupes de 8 personnes, bénéficiaires indirect-e-s : la communauté El Potrerillo ; durée : 18 mois

Indicateurs de résultat : nombre d'habitant-e-s qui ont participé à l'aménagement des jardins familiaux et communautaires.

Suivi des groupes d'économie solidaire (SECOME / groupes constitués sur la phase 1) à El Potrerillo ; bénéficiaires direct-e-s : 4 groupes d'habitant-e-s (3 groupes de 10 personnes et 1 groupe de 7 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : la communauté El Potrerillo ; durée : 3 ans (en continu)

Indicateurs de résultat : nombre d'habitant-e-s qui sont membres des groupes SECOME et activités génératrices de revenus développées.

Suivi des groupes qui élèvent des poules pondeuses et des poulets à El Potrerillo ; bénéficiaires direct-e-s : 4 groupes de familles, bénéficiaires indirect-e-s : la communauté El Potrerillo ; durée : 3 ans (en continu)

Indicateurs de résultat : nombre d'habitant-e-s qui élèvent des poules pondeuses et des poulets.

Indicateurs de suivi : les habitant-e-s mettent en oeuvre des alternatives pour améliorer leur alimentation et leurs revenus

Indicateurs de résultats : les habitant-e-s ont développé des alternatives pour améliorer leur alimentation et leurs revenus. Au moins 20 familles ont mis en place une forêt comestible sur leur terrain et produisent des fruits et légumes en Haïti et 10 familles et deux groupes d'habitant-e-s gèrent leurs jardins potagers au Salvador.

R2 – Les partenaires ont identifié des leviers économiques (filières de matériaux, reforestation, etc.)

En Haïti :

Accompagnement et renforcement des pratiques de reforestation d'OJUCAH, échanges d'expériences avec d'autres acteurs - Réflexions autour de "forêts productrices" (bois de construction, bois de chauffe, bois pour la production de chaux, bois pour la production de charbon, etc.) ; bénéficiaires direct-e-s/mis en œuvre avec : équipe d'OJUCAH (environ 6 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : OJUCAH ; durée : sur 8 mois

Indicateurs de résultat : les pratiques améliorées sont identifiées.

Etat de l'art sur la filière bois local et enjeux d'une production locale durable et écoresponsable en Haïti ; bénéficiaires direct-e-s : équipe d'OJUCAH (6 personnes), ATECO, fournisseurs locaux des trois zones (entre 15 et 30 personnes), bénéficiaires indirect-e-s : OJUCAH et ATECO, les artisan-e-s formé-e-s aux TCLA ; durée : 20 mois

Indicateurs de résultat : un document consolidé sur l'état de l'art de la filière bois local est produit.

Indicateurs de suivi : des initiatives de reforestation externes sont identifiées et analysées.

Indicateurs de résultat : OJUCAH a amélioré ses pratiques de reforestation en prenant en compte la filière bois local.

R3 – Les partenaires locaux et artisan-e-s du bâtiment utilisent un système de validation des compétences au niveau local qui à plus long terme pourrait favoriser une certification au niveau national et les artisan-e-s sont accompagné-e-s pour la valorisation de leurs compétences (Haïti)

En Haïti :

Création de supports de communication pour valoriser les compétences des artisan-e-s ; Elaboration d'un annuaire des professionnels et des fournisseurs de la filière TCLA ; bénéficiaires direct-e-s : 45 artisan-e-s formé-e-s, bénéficiaires indirect-e-s : ATECO et OJUCAH ; durée : 20 mois (ponctuellement)

Indicateurs de résultat : des supports de communication sont créés et alimentés (Page internet, flyers, annuaire, etc.).

Analyse des pratiques de formation des partenaires locaux (ATECO et OJUCAH) > cursus, outils, système de validation des compétences ; bénéficiaires direct-e-s : ATECO et OJUCAH, bénéficiaires indirect-e-s : artisan-e-s ; durée : 16 mois

Indicateurs de résultat : une synthèse de l'analyse est disponible.

Réflexions sur la mise en place d'un système de validation des acquis pour les compétences sociales, en permaculture, etc. en s'appuyant sur les compétences "soft" savoir-être, savoir prendre des décisions en situation complexe, etc. du référentiel "approche TCLA" ; bénéficiaires direct-e-s : équipe d'OJUCAH (8 personnes), 1 expert-e externe, bénéficiaires indirect-e-s : les femmes expertes, les habitant-e-s formé-e-s ; durée : 16 mois

Indicateurs de résultat : des compétences sociales et sur le domaine de la permaculture sont identifiées ainsi que des stratégies de validation des acquis.

Elaboration d'un référentiel de compétences "approche TCLA" ; bénéficiaires direct-e-s : ATECO, OJUCAH bénéficiaires indirect-e-s : artisan-e-s ; durée : 16 mois

Indicateurs de résultat : un référentiel de compétences est élaboré pour au moins 2 niveaux de compétences clés : chef-fe de chantier et maçon-ne.

Evaluation des compétences des artisan-e-s et technicien-ne-s formés dans le cadre du projet ; bénéficiaires direct-e-s : 30 artisan-e-s, ATECO et OJUCAH, bénéficiaires indirect-e-s : artisan-e-s ; durée : 8 mois

Indicateurs de résultat : au moins 30 personnes de la zone d'intervention ont reçu une évaluation de leurs compétences selon le référentiel élaboré.

Au Salvador :

Carte des acteurs pour la certification des compétences techniques constructives ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : FUNDASAL, bénéficiaires indirect-e-s : acteurs de la certification des compétences techniques constructives ; durée : 12 mois

Indicateurs de résultat : une cartographie des acteurs selon les spécialités et les conditions de certification est disponible.

Poursuite du travail sur le référentiel des compétences pour l'élaboration de formats pour l'évaluation des compétences et évaluation des compétences des artisan-e-s à El Potrerillo et La Palma ; bénéficiaires direct-e-s : FUNDASAL, habitant-e-s et artisan-e-s, bénéficiaires indirect-e-s : habitant-e-s et artisan-e-s de La Palma et de El Potrerillo ; durée : 13 mois toutes phases confondues

Conception d'un système d'évaluation pour les compétences "sociales" (diverses compétences acquises par les habitantes durant les processus de formation) ; bénéficiaires direct-e-s : les femmes expertes et les habitant-e-s de El Potrerillo et Cuna de la Paz, FUNDASAL, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s qui travailleront avec FUNDASAL par la suite ; durée : 13 mois toutes phases confondues

Indicateurs de résultat : des compétences sociales sont identifiées, ainsi que des stratégies de validation des acquis.

Indicateurs de suivi : les référentiels de compétences sont créés et/ou complétés, les partenaires sont en contact avec les organismes de la formation professionnelle (Haïti) ou repèrent ces organismes (Salvador)

Indicateurs de résultat : des référentiels de compétences existent et ils sont utilisés par les partenaires pour évaluer les compétences acquises par des artisan-e-s et des habitant-e-s. Les compétences d'au moins 30 professionnel-le-s sont évaluées au regard des référentiels des métiers en Haïti.

Objectif spécifique 3 : Echanger des pratiques et consolider des réseaux

R1 - Des femmes expertes sont mises en réseau (au niveau local et national / En Haïti : RFPCH, les femmes d'ATECO, Repanse Pouvwa, La Plateforme des Organisations de Femmes Haïtiennes pour le Développement (POFHAD), Kay Fam, SOFA etc. ; Au Salvador/Mésoamérique : réseau MAK, Proterra, communautés accompagnées par FUNDASAL)

En Haïti :

Faire de la veille sur les événements liés à l'égalité des chances ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : les partenaires, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s des territoires d'intervention ; durée : en continu

Indicateurs de résultat : des événements liés à l'égalité des chances sont répertoriés.

Participation à des rencontres au niveau local et national (OJUCAH / Femmes expertes - habitant-e-s / ATECO / Repanse Pouvwa, La Plateforme des Organisations de Femmes Haïtiennes pour le Développement (POFHAD), Kay Fam, SOFA, ENFOFANM) ; bénéficiaires direct-e-s : équipes restreintes d'OJUCAH (6 personnes) et ATECO, 7 femmes expertes, des habitant-e-s, bénéficiaires indirect-e-s : réseaux ; durée : 3 ans (ponctuellement)

Indicateurs de résultat : environ 6 membres d'OJUCAH et ATECO, 7 femmes expertes et des habitant-e-s ont participé à des rencontres.

Au Salvador :

Bourses d'études nationales et internationales dans le domaine de la construction (SIACOT) pour les habitant-e-s des communautés et/ou pour les membres des organisations ; bénéficiaires direct-e-s : 2 femmes expertes de El Potrerillo et des membres de FUNDASAL, bénéficiaires indirect-e-s : la communauté de El Potrerillo et FUNDASAL ; durée : ponctuellement en 2021 ou 2023

Indicateurs de résultat : 2 femmes expertes en construction ont participé à un SIACOT (2021 ou 2023).

Rencontre régionale de femmes bâtisseuses organisée par FUNDASAL, d'autres organisations du réseau MesoAmeri-Kaab (Cáritas El Salvador (Santa Ana, San Miguel y Zacatecoluca), FSAR (Honduras), AMCC (Nicaragua) - rencontre réalisée au moment du forum Habitat et Genre du résultat 2 ; bénéficiaires direct-e-s : femmes des communautés suivantes au Salvador : La Palma, Alegría, Tacachico, Villa Venecia, Pinalito, Bendición de Dios, Ciudad Barrios, etc., FUNDASAL et le réseau MAK bénéficiaires indirect-e-s : les partenaires ; durée : 2 ou 3 jours

Indicateurs de résultat : au moins 50 femmes, issues des communautés avec lesquelles FUNDASAL travaille, ont participé à la rencontre.

Indicateurs de suivi : les femmes expertes et les habitant-e-s participent à des rencontres dans les domaines de la construction, de l'habitat et de l'égalité des chances.

Indicateurs de résultat : les femmes expertes et les habitant-e-s ont participé à des rencontres dans les domaines de la construction, de l'habitat et de l'égalité des chances et elles ont intégré des réseaux.

R2 - Les partenaires ont échangés des bonnes pratiques dans les différents domaines d'intervention

En Haïti :

Participation des personnes formées dans le cadre du projet à des échanges dans des réseaux professionnels locaux et nationaux ; bénéficiaires direct-e-s/mis en oeuvre avec : équipe

d'OJUCAH (6 personnes), ATECO, 45 artisan-e-s, bénéficiaires indirectes : réseaux professionnels ; durée : 34 mois (ponctuellement)

Indicateurs de résultat : participation des artisan-e-s formé-e-s à des espaces de discussion entre professionnel-le-s.

Accueil de membres de FUNDASAL, Habitat-Cité et CRAterre pour un échange de pratiques en 2021 (en Haïti) – (Annulé) ; bénéficiaires direct-e-s/mis en œuvre avec : 1 membre de FUNDASAL, OJUCAH (20 personnes), ATECO, CRAterre, Habitat-Cité, bénéficiaires indirect-e-s : les partenaires ; durée : 1 semaine

Indicateurs de résultat : un événement est organisé en Haïti et des bonnes pratiques sont valorisées et échangées.

Participation à des événements permettant de valoriser l'approche TCLA auprès du grand public ; bénéficiaires direct-e-s/mis en œuvre avec : grand public, ATECO, OJUCAH, artisan-e-s, bénéficiaires indirect-e-s : ATECO, OJUCAH, artisan-e-s ; durée : 34 mois (ponctuellement)

Indicateurs de résultat : au moins 3 jours de participation à des événements grand public (foires, festival alternatiba, etc.).

Participation à un Forum Habitat et Genre au Salvador en 2022 (deuxième semestre) et participation à la rencontre régionale des femmes bâtisseuses au Salvador (participation modifiée) ; bénéficiaires direct-e-s : représentant-e-s d'OJUCAH et ATECO, d'artisan-e-s et habitant-e-s, bénéficiaires indirect-e-s : les partenaires ; durée : 10 jours

Indicateurs de résultat : des représentants d'OJUCAH, d'ATECO, des artisan-e-s et habitant-e-s ont participé au Forum et ont échangé des bonnes pratiques.

Échanges avec des organisations nationales et régionales sur les thématiques environnementales / permaculture - visites auprès d'organisations ou de groupements d'habitant-e-s avec une démarche en lien avec des AGR agricoles ; Voir des exemples de lieux de vente et mise en valeur des produits locaux (Concert' Action, Vallée, boutique AVSF à PauP...) ; bénéficiaires direct-e-s : OJUCAH (particulièrement 6 membres du pôle environnement), des habitant-e-s, bénéficiaires indirect-e-s : OJUCAH, les habitant-e-s de La Vallée de Jacmel et Baint ; durée : 36 mois (ponctuellement)

Indicateurs de résultat : des membres d'OJUCAH et des habitant-e-s ont amélioré leurs pratiques et expertises dans les domaines du reboisement, permaculture et ont une meilleure compréhension des enjeux environnementaux.

Les fiches de bonnes pratiques existantes (phase I) sont améliorées et diffusées entre les partenaires et mises en ligne sur la page internet du projet ; bénéficiaires direct-e-s : les partenaires, les organisations qui travaillent dans les mêmes domaines, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s des territoires d'intervention ; durée : 12 mois

Indicateur de résultat : au total 20 fiches de bonnes pratiques ont été améliorées.

De nouvelles fiches de bonnes pratiques sont élaborées et diffusées entre les partenaires et mises en ligne sur la page internet du projet ; bénéficiaires direct-e-s : les partenaires, les organisations qui travaillent dans les mêmes domaines, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s des territoires d'intervention ; durée : 18 mois

Indicateur de résultat : au total, 10 nouvelles fiches de bonnes pratiques ont été créées.

Produire et/ou relayer du matériel de communication et de plaidoyer pour renforcer la légitimité des partenaires et impacter les réseaux et leurs pratiques ; bénéficiaires direct-e-s : les partenaires, bénéficiaires indirect-e-s : les réseaux ; durée : 36 mois

Indicateurs de résultat : du matériel de communication et de plaidoyer est produit et/ou relayer.

Au Salvador :

Voyage d'échange en Haïti durant l'année 2021 (Annulé) ; bénéficiaires direct-e-s : au moins 1 membre de FUNDASAL, bénéficiaires indirect-e-s : FUNDASAL et les partenaires ; durée : 1

semaine

Indicateur de résultat : au moins un-e membre de FUNDASAL a participé à un voyage d'échange en Haïti.

Forum Habitat et Genre ; bénéficiaires direct-e-s : les partenaires, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s des territoires d'intervention ; durée : 10 jours

Indicateurs de résultat : 5 femmes, issues des communautés avec lesquelles FUNDASAL travaille, ont participé. Les partenaires ont échangé des bonnes pratiques.

Échanges avec des organisations au niveau national sur la protection de l'environnement et la permaculture (Annulé) ; bénéficiaires direct-e-s : 5 membres de FUNDASAL et 15 habitant-e-s de El Potrerillo, bénéficiaires indirect-e-s : FUNDASAL et la communauté El Potrerillo ; durée : 12 mois toutes phases confondues

Indicateurs de résultat : 5 membres de FUNDASAL et 15 femmes de la communauté El Potrerillo ont participé à des échanges sur la protection de l'environnement et la permaculture.

Les fiches de bonnes pratiques existantes (phase I) sont améliorées et diffusées entre les partenaires et mises en ligne sur la page internet du projet ; bénéficiaires direct-e-s : les partenaires, les organisations qui travaillent dans les mêmes domaines, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s des territoires d'intervention ; durée : 19 mois

Indicateur de résultat : au total 20 fiches de bonnes pratiques ont été améliorées.

De nouvelles fiches de bonnes pratiques sont élaborées et diffusées entre les partenaires et mises en ligne sur la page internet du projet ; bénéficiaires direct-e-s : les partenaires, les organisations qui travaillent dans les mêmes domaines, bénéficiaires indirect-e-s : les habitant-e-s des territoires d'intervention ; durée : 36 mois

Indicateur de résultat : Indicateurs de résultat : au total, 10 nouvelles fiches de bonnes pratiques ont été créées.

Indicateurs de suivi : les partenaires planifient et préparent des échanges et des rencontres.

Indicateurs de résultat : les partenaires ont participé au moins à 3 temps d'échanges et de sensibilisation aux bonnes pratiques au niveau local et/ou national ; Un événement d'échanges de bonnes pratiques à l'échelle régionale (région Méso-Caraïbes) est réalisé.

3. Le budget

Le coût total de l'action a été évalué à **1 081 197 euros sur 3 ans**. L'Agence Française de Développement **contribue au financement du projet à hauteur de 500 000 euros, soit à hauteur de 46%**.

III. Justification de l'évaluation

L'action a démarré le **1er janvier 2021** et sa clôture est fixée au **31 décembre 2023**. Il s'agit d'une seconde phase de projet.

La présente évaluation est donc une évaluation finale de l'action de la phase 2.

Au terme de l'action, il s'avère essentiel de :

- dresser un bilan de l'action en identifiant les critères les plus pertinents à évaluer au regard des

- objectifs (pertinence et cohérence, efficacité et adaptabilité, efficience, durabilité et impact, genre, environnement...);
- produire des recommandations pour la consolidation et/ou l'amélioration des actions dans le cadre d'une troisième phase de projet (2023 – 2025);
 - apporter une proposition pour l'élaboration d'un système de suivi évaluation du projet.

IV. Objectifs de l'évaluation et résultats attendus

Objectif 1 : Evaluer les objectifs, résultats et activités du projet :

- Fournir un bilan de l'action et des activités réalisées
- Mesurer l'atteinte des résultats attendus et indicateurs du projet
- Analyser les écarts entre les résultats obtenus et attendus du projet
- Analyser le projet et ses composantes au regard de l'évolution des contextes, en Haïti particulièrement
- Identifier des pistes d'amélioration et formuler des recommandations pour la poursuite du projet (phase 3)

Objectif 2 : Evaluer la méthodologie de mise en œuvre du Programme

- Evaluer la méthodologie du projet au regard des critères les plus pertinents (la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'adaptabilité, l'efficience et l'impact, le genre, l'environnement, etc.)
- Apprécier la durabilité des changements engendrés et identifier les éventuels effets indirects des actions menées auprès des partenaires et des habitant-e-s
- Identifier des exemples de réussite à communiquer
- Présenter les enseignements tirés, les pistes d'amélioration identifiées et des recommandations pour le montage d'une phase III du projet.

Pour se faire, il sera notamment souhaitable d'aborder les questions et thématiques suivantes :

- Les différentes activités mises en place lors des 3 années contribuent-elles à :
 - renforcer les compétences des organisations locales ?
 - renforcer l'organisation des communautés ?
 - renforcer les connaissances et compétences des habitant-e-s selon leur genre, âge et classe sociale dans le but d'améliorer l'habitat et les conditions de vie ?
 - proposer des solutions/processus d'amélioration de l'habitat adaptées aux capacités et compétences des habitant-e-s selon le genre, âge et classe sociale ?
 - faire émerger des femmes expertes au sein des communautés sur les thématiques liées à l'amélioration de l'habitat et des conditions de vie ?
 - à identifier et réduire les inégalités liées au genre et les violences exercées sur les femmes et les filles ?
 - changer la perception de la communauté de la légitimité et du statut des femmes compétentes dans le secteur de la construction ?
 - changer la perception propre des participant-e-s de leur légitimité et capacité d'intégrer le secteur de la construction ?

- à modifier voire renverser certains rôles de genre dans le secteur de la construction et agricole et dans les structures des organisations, en terme de perception mais aussi de manière concrète ?

- à limiter l'impact environnemental du projet ?

- Les objectifs fixés ont-ils été atteints et si non, pourquoi ?
- Qu'est-ce que l'activité « Rencontre Habitat et Genre » a apporté aux organisations partenaires ?
- Dans quelle mesure le projet permet-il aux organisations partenaires locales de valoriser et diffuser leurs « bonnes pratiques » et de renforcer leur positionnement ?
- Dans quelle mesure le projet permet-il de valoriser les cultures constructives et les processus locaux de production de l'Habitat ?
- Quel est l'impact économique des activités du projet sur les communautés ?
- Dans quelle mesure le projet contribue à réduire les inégalités de genre ? en terme pratique mais aussi stratégique ? (Dimension immédiate et à long terme)
- Quelles sont les attentes des organisations partenaires locales dans une optique d'évolution, d'amélioration et/ou de développement de leurs activités ?
- Quelle est la plus-value pour les organisations partenaires locales de l'accompagnement d'Habitat-Cité ?
- Quelle est la plus-value pour les organisations partenaires locales de l'expertise de CRAterre ?

V. Méthode

L'évaluateur-trice soumettra une proposition méthodologique dans laquelle il/elle décrira sa démarche d'évaluation, ainsi qu'une liste de questionnements relatifs aux objectifs définis ci-dessus. De manière générique, la méthode devra tenir compte des points de vue de tous les acteurs du projet et intégrer :

Une phase de préparation de la mission d'évaluation qui portera sur :

- une analyse documentaire à partir de l'examen du document initial de description de l'action (NIONG) et des modifications apportées (avenant et ANO) avec l'AFD en cours de mise en œuvre de l'action. L'évaluateur-trice pourra également consulter les rapports de mission de suivi d'Habitat-Cité et de CRAterre, le rapport intermédiaire transmis à l'Agence Française de Développement, ainsi que les rapports annuels d'Habitat-Cité.
- une réunion de cadrage méthodologique de l'évaluation ainsi que des échanges entre Habitat-Cité, CRAterre et l'évaluateur-trice, afin de garantir la compréhension et le respect des termes de référence de l'évaluation.

Une phase de conduite de l'évaluation qui devra inclure :

- deux déplacements sur le terrain (Haïti et Salvador) à réaliser **entre mars et septembre 2023** auprès de quatre associations (dates à définir en fonction des disponibilités des structures) :

FUNDASAL et Caritas Santa Ana au Salvador, OJUCAH et ATECO en Haïti ; Les structures peuvent être rencontrées ensemble dans les deux pays. Les déplacements permettront également de rencontrer les habitant-e-s bénéficiaires. Nous conseillons de constituer une équipe avec au moins un-e évaluateur-trice haïtien-ne. Etant donné qu'il ne sera sans doute pas possible de réaliser une mission en Haïti pour des questions de sécurité. Dans ce cas de figure, il faudra imaginer une solution afin de pouvoir apprécier tout de même le travail qui est réalisé en Haïti.

- des entretiens téléphoniques ou physiques ou des questionnaires par email afin de recueillir les points de vue des équipes d'Habitat-Cité, de CRAterre et des associations partenaires – l'équipe d'Habitat-Cité sera constituée d'un membre du conseil d'administration et de deux à trois personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet ;
- des entretiens avec des partenaires institutionnels et techniques des associations partenaires et des entretiens avec des habitant-e-s bénéficiaires ; L'analyse des informations recueillies et l'intégration de recommandations concrètes dans le contenu de l'évaluation.

Une phase de restitution de l'évaluation qui devra s'effectuer en trois temps :

- À la fin de chaque déplacement, entretien de restitution des premières analyses avec les partenaires locaux et les représentant-e-s de CRAterre et Habitat-Cité, sur la base d'une note de synthèse,
- Après remise du rapport provisoire global, une réunion de restitution et d'échanges sur les conclusions du rapport dans les locaux d'Habitat-Cité à Paris (durée estimée à 3 heures). Une phase d'échanges jusqu'à validation du rapport final.
- Une réunion de présentation à l'Agence Française de Développement, en respectant leurs exigences.

L'écriture du rapport final demande une certaine vigilance en termes de syntaxe et d'orthographe.

LES MOYENS REQUIS

VI. Ressources Humaines

L'évaluation sera conduite par un-e consultant-e ou une équipe de consultant-e-s externe-s ayant le profil suivant :

- Des compétences dans le secteur de l'évaluation des projets de coopération Nord/Sud, notamment des actions d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie et de renforcement de capacités dans les pays en développement,
- Une bonne connaissance des fonctionnements associatifs, en particulier de structures à base communautaire,
- Des compétences sur la question de la prise en compte des inégalités de genre. Une association

ou collaboration avec un-e expert-e genre sera valorisée.

- La connaissance de l'un ou des deux contextes du projet sera appréciée.

VII. Organisation et calendrier

La phase de conduite de l'évaluation pourra commencer à partir du 1^{er} avril 2023 et devra se terminer au plus tard le 15 octobre 2023 (calendrier à proposer par l'évaluateur.trice dans son offre, en respectant ces dates, en incluant les différentes phases d'évaluation présentées précédemment et en précisant ces dates de disponibilités sur la période). (cf. V. Méthode)

Le rapport d'évaluation, dans sa version provisoire, devra être remis à Habitat-Cité au plus tard le 31 octobre 2023. Après cette phase, des échanges auront lieu, par mails, et l'évaluateur.trice animera une réunion de restitution du rapport provisoire dans les locaux d'Habitat-Cité, à Paris (date à définir). La version finale du rapport sera adoptée au plus tard le 31 décembre 2024. Le rapport ne pourra être réputé final qu'après validation par Habitat-Cité.

Il pourra également être demandé une restitution de l'évaluation à destination de l'Agence Française de Développement ; le cas échéant l'évaluateur.trice devra se rendre disponible pour animer cette restitution.

VIII. Budget

L'offre budgétaire proposée par l'évaluateur-trice ne devra pas excéder 21 000 euros. Elle doit inclure les honoraires, les frais de déplacement locaux et internationaux incluant 2 semaines de déplacement auprès des partenaires salvadoriens et haïtiens, les per diem, les frais de communication, le matériel nécessaire à la prise de note, à l'élaboration, à la production et diffusion du rapport final et tous frais inhérents à la conduite de la mission d'évaluation. Elle sera réputée toutes taxes comprises. Dans le cas où un déplacement vers Haïti ne serait pas envisageable au vu des conditions locales, l'association avec un-e évaluteur-trice local-e est fortement souhaitée.

IX. Modalités de candidature

	Date
Dates limites de demande d'informations complémentaires	20 février 2023
Date limite de soumission des offres	28 février 2023
Notification de l'attribution	31 mars 2023
Date indicative réunion de démarrage - cadrage	Entre le 10 et le 30 avril 2023

Les offres des consultant-e-s intéressé-e-s par la présente évaluation comporteront :

• **Une proposition technique comprenant 3 parties :**

- o Compréhension des termes de référence et commentaires éventuels, du contexte du Programme et du Programme lui-même ;
- o Méthodologie de travail et résultats attendus :
 - § la méthodologie proposée pour atteindre les objectifs de l'évaluation de façon documentée, argumentée ;
 - § un calendrier indicatif détaillé (cf. VII);
 - § les résultats attendus ;
 - § les limites de l'évaluation ;
 - § toute autre information permettant une bonne compréhension de la méthode utilisée ;
- o Composition de l'équipe évaluatrice : CV détaillé du ou des évaluateurs.trices proposé.e.s et références en matière d'évaluation de programmes de coopération de développement ;

• **Une proposition financière (cf. VIII) La grille d'évaluation des offres est annexée.**

La date limite pour la réception par Habitat-Cité et CRAterre des offres techniques et financières est le 28 février 2023.

Merci de les adresser (par mail uniquement) à

Nadège QUINTALLET, Responsable solidarité internationale Habitat-Cité :

nadege.quintallet@habitat-cite.org

Carolyn GARCIA, Responsable CRAterre :

c.garcia@craterre.org

avec la mention en objet « Evaluation projet AFD »

Grille d'analyse des offres de consultance – évaluation externe

«Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie par et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes.»		Nb points max
OFFRE TECHNIQUE	80%	
Compréhension des TDR/Présentation de la méthodologie utilisée	20%	4
Expériences d'évaluation avec des ONG	15%	3
Expériences d'évaluation de projets internationaux	15%	3
Connaissance de l'un ou des deux contextes (Haïti et Salvador)	10%	2
CV du ou des intervenants/partage des responsabilités	10%	2
Calendrier prévisionnel d'intervention/estimation des charges en jour/homme	10%	2
OFFRE FINANCIERE	20%	4
TOTAL		20